

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 03/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON METROPOLE

40 avenue du Drapeau
21000 Dijon

Références : 2025-438
Code AIOT : 0005401138

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement DIJON METROPOLE implanté rue Alexandre Fleming 21000 DIJON. L'inspection a été annoncée le 05/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à l'instruction du dossier de réexamen IED (BREF WI) où l'application de certaines des MTD (meilleures techniques disponibles) restaient en suspens.

La visite d'inspection a également permis de clarifier certains éléments laissés en attente de précédentes visites.

Globalement, il n'a été constaté aucune non conformité et l'installation est bien tenue par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON METROPOLE
- rue Alexandre Fleming 21000 DIJON
- Code AIOT : 0005401138
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Dijon Métropole exploite une Unité de Valorisation Énergétique (UVE). Les activités sont réglementées au titre des Installations Classées pour la Protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation. Les activités sont également visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive) pour la rubrique 3520-a.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
2	Gestion et élimination des mâchefers	Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.6	Susceptible de suites	Sans objet
3	Système de Management environnemental	Autre du 12/11/2019, article MTD 1	/	Sans objet
4	Surveillance	Autre du 12/11/2019, article MTD 6	/	Sans objet
5	Surveillance	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3. 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité relevée lors de la visite d'inspection du 14/10/2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 7.4.1

Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions et confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, ou 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p>
Constats : <p>Lors d'une précédente visite d'inspection (novembre 2023), 2 observations avaient été dressées : l'une d'elle portait sur le fait que l'exploitant devait s'assurer de l'étanchéité de l'ensemble des bacs de rétention sur son site. Par courrier du 12 juillet 2024, l'exploitant a apporté les réponses aux diverses observations, dont la reprise de l'étanchéité de l'ensemble des bacs de rétention du site.</p> <p>Lors de la visite effectuée le 14/10/2025, l'inspection a constaté que les stockages à l'air libre identifiés lors de la précédente visite (novembre 2023) ont été supprimés et déplacés sous des zones couvertes.</p> <p>Les Grands Récipients Vrac (GRV) contenant les réactifs utiles au bon fonctionnement de la station d'épuration interne sont situés dans un local fermé et installés sur des rétentions. Celles-ci sont propres et vides de toute substance. (cf photo)</p> <p>Seul, reste un stockage en extérieur de 6m³ d'acide chlorhydrique, en cuve double-peau sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion et élimination des mâchefers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2016, article 8.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, gestion des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/11/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les eaux collectées dans le bassin associé à l'aire de stockage et de traitement des mâchefers ne sont pas rejetées, mais elles sont recyclées pour servir à l'extinction et au refroidissement des mâchefers en sortie de fours de l'installation d'incinération.</p>

Constats :

L'exploitant précise que le bassin de collecte et de décantation est dimensionné en conséquence pour recevoir 1.5 fois le volume des eaux d'une pluie décennale, soit 300 m³. Il indique également que les matériaux drainants (recouvrant la géomembrane étanche) qui composent la plateforme ont eux-mêmes une capacité de rétention de 300 m³ ce qui permet de doubler la capacité de stockage lors d'un fort épisode pluvieux.

De plus, il a été vu, lors de l'inspection, les travaux en cours d'ajout de membrane étanche pour relever le niveau de celle-ci au niveau du merlon (environ +40 cm) (cf photo : membrane existante qui sera collée à une nouvelle membrane qui permettra de remonter la cote d'environ + 40 cm). De tels travaux permettront une optimisation hydrique pour capter une pluie d'une période de retour 100 ans et est en lien avec le projet de modernisation de l'Unité de Valorisation Énergétique (Porter A Connaissance en cours).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Système de Management environnemental

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2019, article MTD 1

Thème(s) : Risques chroniques, Système de Management environnemental

Prescription contrôlée :

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes:

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis les éléments suivants :

- certification ISO 14001,
- politique de sécurité de l'UVE - politique zéro accident UVE (signée de tous les responsables du site : Président Dijon Métropole et Vice Président + directeur général + directeur UVE),
- manuel environnement énergie (dernière mäj : mars 2024).

Ces éléments démontrent de l'engagement pris jusqu'au plus haut maillon de la chaîne de décision pour la mise en œuvre d'un SME efficace. Au vu de ces éléments, l'inspection note que la direction du site est dans une démarche de recherche d'amélioration permanente de sa performance et du respect de l'environnement dans son fonctionnement quotidien.

A noter que la situation géographique de l'UVE est excentrée (extrémité Nord de Dijon, à proximité d'espaces à dominante naturelle) et présente peu de voisinage proche (déchetterie et usine hydrogène).

Pour ce qui est du plan de gestion des odeurs, l'exploitant indique ne pas en disposer. Pour autant, l'UVE et notamment l'espace de réception des déchets dispose d'un système d'aspiration et d'étanchéité (fonctionnement en dépression).

L'exploitant indique que l'étape de mise en balle des déchets lors des arrêts techniques peut être générateur d'odeur. La mise en balle est effectuée afin d'éviter de détourner les déchets sur d'autres installations et de les mettre en ISDND (installation de stockage de déchets non dangereux) le temps des travaux d'entretien sur l'incinérateur. Une fois l'incinérateur remis en fonctionnement, les balles stockées sont ajoutées aux déchets pour être mélangées et incinérées.

Enfin, en ce qui concerne le plan de gestion du bruit, le site dispose de suivis des émergences jour / nuit.

Dans le cadre du PAC en cours, des études préalables sont réalisées et une vérification pour validation du niveau sonore sera demandée au moment de la mise en service de la nouvelle ligne. A noter que les process pouvant être bruyants se situent dans des bâtiments fermés et sont pour la plupart capotés. Ce qui permet un meilleur contrôle des émissions sonores de l'UVE dans sa globalité.

Aux dires de l'exploitant, jusqu'à ce jour, aucune plainte concernant des odeurs ou du bruit ne lui a été remontée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance

Référence réglementaire : Autre du 12/11/2019, article MTD 6

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans l'eau venant du système d'épuration des machefers

Prescription contrôlée :

La MTD consiste à surveiller les rejets dans l'eau résultant de l'épuration des fumées ou du traitement des mâchefers, au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente

Constats :

Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a fourni ses dernières déclarations GIDAF (gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquentes), concernant les rejets aqueux.

Par sondage, l'exploitant a fourni les informations suivantes sur les paramètres :

- Mercure (Hg) présent dans les eaux suite à l'épuration des fumées. Selon l'exploitant, les 3 dépassements en mercure survenus en 2024 font suite à une mauvaise injection du réactif d'insolubilisation. L'exploitant déclare avoir réglé le problème. En cas de dépassement, l'exploitant informe la station d'épuration qui constate l'augmentation du paramètre Hg 45 jours plus tard. Le projet de modernisation verra la suppression du traitement aqueux

des fumées (remplacé par un système de traitement "sec") et par conséquence, la suppression de rejet potentiel d'Hg dans les eaux.

- C organique : en 2024, 3 dépassements ont été relevés. Selon l'exploitant, ces dépassements sont en lien avec des réglages pour permettre le bon fonctionnement de la STEP interne au site. L'exploitant indique que le suivi de la STEP reste relativement complexe et contraignant. Dans le projet de PAC, la STEP ne sera plus en fonctionnement puisque le traitement d'épuration des fumées sera réalisé par un système sec (et non humide comme actuellement).
- pH : le pH est suivi quotidiennement via des sondes. Celui-ci peut présenter ponctuellement des écarts par rapport à la VLE (en 2024, à 4 reprises, le pH a été plus acide que la valeur basse de la VLE) lors des phases de maintenance notamment.
- MES : les Matières En Suspension sont suivies quotidiennement. L'exploitant n'a pas fait part de dépassement durant l'année 2024. Néanmoins, il indique que des doubles prélèvements sont réalisés automatiquement pour ce paramètre, car il est déjà arrivé des erreurs d'analyse avec des concentrations en MES 70 fois supérieures à la VLE. Ce phénomène peut s'expliquer par la présence de sels de gypse qui vient à accélérer le phénomène de précipitations, augmentant ainsi les MES en solution dans les échantillons testés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3. 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance étanchéité fosse

Prescription contrôlée :

Pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale. Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement.

Constats :

Des piézomètres existent sur site. Néanmoins, le sol à dominante karstique et les anciennes activités de stockage de déchets à proximité immédiate de l'UVE rendent difficiles et sujet à variation l'interprétation des résultats obtenus. Néanmoins, les derniers suivis des piézomètres aval ont montré une diminution en COT et COHV, ce qui atteste de l'absence d'apport de polluants venant de la fosse à ordures ménagères.

L'exploitant procède en parallèle à la surveillance visuelle de la fosse à ordures ménagères.

La fosse a été (virtuellement) divisée en 10 parties. L'étanchéité de 2 d'entre-elles est vérifiée annuellement lors des arrêts techniques programmés (en septembre) par des techniciens cordistes qui descendent en rappel dans la fosse à ordures ménagères. Ils vérifient à la fois l'intégrité du béton sur les flancs de la fosse et procèdent par sondage avec plusieurs piges dans le fond de la fosse. La présence de lixiviats dans le fond de la fosse a été constatée le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite
